



Que fait SUD au Comité Technique ?

Résumé de la réunion du mardi 27 novembre

Branche INRA

Le CT se réunit au moins 5 fois par an. C'est l'instance de concertation compétente en matière d'organisation et de fonctionnement de l'Institut, de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEEC), des règles statutaires et des règles relatives à l'échelon indiciaire, des évolutions technologiques et méthodes de travail de l'Institut, et leurs incidences sur les personnels, des grandes orientations en matière de politique indemnitaire et des critères de répartition, d'égalité professionnelle, parité et lutte contre les discriminations, de formation et développement des compétences et qualifications professionnelles, d'insertion professionnelle.

Ce mardi, l'ordre du jour était, comme toujours, copieux et **comme pour chaque réunion du CT** ([en lien la rubrique archivant nos rendus, pas moins de 19 durant ce mandat !](#)) **les délégués SUD rendent compte au personnel des propositions, débats et votes :**

PEDR (prime d'encadrement doctoral)

Parmi les nombreuses raisons de s'opposer à la très inégalitaire PEDR (ex PESTe), il y a le montant ahurissant, jusqu'à 43 000 €, attribué aux « meilleurs » chercheurs, qui plus est sur la base de récompenses parfois douteuses comme celles de l'Académie d'agriculture dont les membres dépensent autant d'énergie à défendre les pesticides que leurs cousins de l'Académie de Médecine le faisaient pour l'amiante. L'enveloppe de la PEDR représente 1.45 million € alors que le total de la compensation que nous réclamons pour les AT pénalisés du RIFSEEP se monterait à 376 000 € si chaque agent recevait 400 € par an. Une motion intersyndicale s'est exprimée sur la note de service de la direction générale (DG) : « **Les représentant/es du personnel de toutes les organisations syndicales de l'INRA s'opposent unanimement à votre projet de PEDR, cette prime injuste. Ils demandent à la DG de répartir équitablement les 1,45 M d'euros entre l'ensemble du personnel car la recherche est un travail collectif.** » Ensuite le vote de la note de service PEDR a été unanimement contre. Ce qui aura pour conséquence la convocation d'un nouveau CT le 11 décembre.

Rapport de situation comparée 2018 égalité Homme / Femme

Si le travail effectué pour ce rapport est à saluer, ainsi on y lit que le seul groupe de CDD où la proportion de femmes est en dessous de 50% est celui des CDD ministériels, les mieux payés ! Mais il pêche pour les actions envisagées : "on n'a pas encore travaillé sur les actions" nous a-t-on dit, comme si il avait fallu attendre le rapport pour constater les inégalités H/F ! On peut faire un rapprochement avec la PEDR quand, il y a 2 ans, la ministre de l'ESR "s'étonnait" de la sur-représentation des DRCE et DR1, et des hommes en général, parmi les lauréat/es de la PESTe.

Temps de travail

SUD a proposé **une prise en compte intégrale du temps passé en déplacement**. Pour une journée de travail de 14 heures par exemple (départ 6h, retour 20h) nous demandons une comptabilisation de 13 heures compte-tenu de la pause déjeuner, au lieu des 2 heures de bonification octroyées actuellement. La DG a remis la discussion à la fusion INRA-IRSTEA. Nous considérons que l'amélioration des conditions de travail s'applique à tous pour « un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée ». Comme dans la mise en place du télétravail, attendu par de nombreux collègues mais ne pouvant être partagé par tous. Pour celles et ceux qui ont un travail posté, nous avons demandé la possibilité d'une semaine de 4 jours. Suite au refus de la DG, SUD avait été la seule organisation syndicale à s'abstenir lors du vote de la note de service en mai.

Fusion INRA IRSTE A

SUD prend acte de l'avancée du processus de fusion INRA-IRSTEA. Les recherches des deux établissements sont proches et complémentaires. Mais sur le fond comme sur la forme de la fusion, beaucoup d'inquiétudes et d'interrogations demeurent et nous attendons toujours des réponses tant ministérielles que de la part des directions. Une partie du questionnement porte sur la politique scientifique de ce nouvel institut. Comme l'a exprimé avec force Nicolas Hulot lors de sa démission fin août le contexte est inquiétant voire anxiogène : la biodiversité s'effondre pendant que la consommation des pesticides augmente, les fermes familiales disparaissent à grande vitesse pendant que d'autres s'industrialisent, l'emploi régresse dans des zones rurales qui se vident (« la France périphérique » des gilets jaunes). Hélas les orientations de politique scientifique annoncées dans le rapport d'étape continuent sur la

même petite musique : certes les « fronts de science (ou de technologie) » changent un peu, mais avec le même affichage hors du temps qui aurait pu être écrit en 2008 ou même en 1998 !

Dans une période où de plus en plus de voix nous disent que le temps est compté pour agir. La recherche publique est attendue : si elle doit prendre les devants et viser l'excellence c'est au service de l'intérêt général sur des recherches en grande partie non marchandes et pas ailleurs ! Où est dans le projet du nouvel établissement la rupture radicale que le PDG appelait de ses vœux à l'Assemblée Nationale en février 2018 ? Dans le rapport d'étape, il est question du « momentum » qui « *créé par la fusion INRA-IRSTEA constituera une grande force d'entraînement* ». Mais il ne faudra pas cette fois se tromper. C'est un moment-clé à saisir au vu des urgences sociétales et climatiques. La recherche publique a rendez-vous avec l'histoire. Hélas cette interpellation SUD aux PDGs lors du CT commun le 8 octobre n'a fait l'objet d'aucune reprise dans le rapport d'étape. SUD demande la tenue d'un nouveau CT commun alors que DG et ministères confirment la fusion le 1^e janvier 2020.

Bilan politique développement durable (DD) 2013-2018

Le PDG n'a pu participer au CT que l'après-midi car le matin il était invité à l'Élysée pour la conférence sur la transition écologique. Nous aurions aimé pouvoir faire le lien avec l'accablant bilan DD retiré de l'ordre du jour du CT faute de temps. Si nous saluons la sortie de ce rapport attendu depuis 11 ans, le constat factuel établi par les nouveaux collègues de la mission DD y est ahurissant ! Un exemple page 23 : « *En avril 2018, a été édité un guide pour les marchés et conventions de restauration collective, dans lequel on ne retrouve pas l'objectif de 20% de produits issus de l'agriculture biologique de la circulaire de 2008. [...] Une expérimentation est menée en Ile-de-France avec un nouveau marché de restauration 2018-2022 [...]. L'objectif de 20% des achats en produits alimentaires issus de l'agriculture biologique n'est pas mentionné dans le cahier des charges.* » Pas étonnant car « *Relativement à la formation de la hiérarchie de l'Institut, en revanche, l'impact des activités sur la durabilité n'est pas abordé.* » (p. 21)

Fin 2018 nous en sommes donc là, c'est triste ! Ce n'est même pas la politique des petits pas c'est l'immobilisme institué comme principe ! **C'est comme si « l'Etat exemplaire » du Grenelle de l'environnement n'avait jamais concerné l'INRA.** Comme si nous avions été exonérés de toute prise de conscience, indifférents à l'avenir. Mais SUD, et comme nous l'espérons de nombreux collègues, ne veut pas rester sur ce terrible constat d'échec. Nous attendons maintenant des actes, un plan à 5 ans, national à déclinaisons locales, ambitieux et mobilisateur, puisque c'est le moment ! Nous avons le pouvoir d'agir ensemble ici et maintenant. Pour qu'en 2028 dans le rapport Développement Durable de l'INRA on puisse lire « maintien (forcé par des contraintes expérimentales) de quelques îlots de chimie » en lieu et place d'« introduction ou restauration d'îlots de biodiversité sur certains sites » comme écrit en page 12 du rapport.

D'autres points ont été discutés que nous n'avons pas le temps de développer ici mais ils seront dans le compte-rendu exhaustif qui va être mis en ligne par les élus SUD : déménagement à Saclay avec une intersyndicale solide sur la durée (c'est dire l'étendue des soucis liés à ce transfert forcé), projets de Règlement intérieur national / centre / unité, application du règlement général sur la protection des données (RGPD) à l'INRA, note sur les stratégies de site et les schémas de Centre, projet de note de service sur le Conseil de gestion de la DICSDAR...



A chaque fois SUD se bat pour la justice sociale, de meilleures conditions de travail et pour une recherche de service public.

Ne rien lâcher, avec une délégation combative et motivée,

Pour un monde viable, social et écologique

Soyons SOLIDAIRES :

Votez SUD-Recherche EPST

[Plus d'info dans notre article élections 2018](#)

Nous ne sommes rien, soyons partout ! Tous et toutes dans la rue le 1er décembre.

[expression Solidaires](#)

Ce 1er décembre nous serons dans la rue. Les mouvements et les manifestations sont éclatés, les revendications sont multiples, mais la colère contre le gouvernement utilise les mêmes mots : justice sociale, égalité, pouvoir d'achat, services publics, transition écologique !

Et le gouvernement fait mine de ne pas bouger sauf à reculer sur des mesures qui ne nous satisfont pas. Pour nous, il sera important dans chacune des manifestations où nous nous trouverons d'amener toutes nos revendications.